

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 29/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SM KERVAL Centre Armor**

69 Rue Chaptal  
CS 70556  
22000 Saint-Brieuc

Références : 2025.381 - Recommandé n° 88000128279605W  
Code AIOT : 0005504247

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement SM KERVAL Centre Armor implanté La Fontaine de Trémargat 22410 Lantic. L'inspection a été annoncée le 23/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de programme pluriannuel de contrôle de la DREAL. Les thèmes retenus pour cette visite sont les suivants :

- Suites de l'inspection précédente (suivi de mise en demeure);
- Plan de défense incendie;
- Travaux liés à la création du casier 7 et la reprise des couvertures des casiers 1, 2 et 3.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SM KERVAL Centre Armor
- La Fontaine de Trémargat 22410 Lantic
- Code AIOT : 0005504247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat mixte Kerval Centre Armor est autorisé à exploiter au lieu-dit "La Fontaine Trémargat" sur la commune de Lantic, une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), une usine de compostage de déchets ménagers, de déchets verts et d'algues vertes ainsi qu'une plateforme pour le regroupement du verre. Le site est soumis à autorisation et relève de la directive européenne du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) au titre de la rubrique 3532 (valorisation de déchets non dangereux) et de la rubrique 3540 (installation de stockage de déchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis.I	Demande d'action corrective	3 mois
4	Détection des incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-VI et 16-VII	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Réserve incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-V	Demande d'action corrective	6 mois
6	Accès et clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Lixiviats et eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 18/02/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
3	Exercice de défense contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33.IX	Sans objet
7	Entretien des	Arrêté Ministériel du 15/02/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	abords du site	article 33.III	
8	Plate-forme de stockage des déchets verts et structurants	AP Complémentaire du 22/01/2025, article 4	Sans objet
9	Excavation et transfert des déchets	AP Complémentaire du 22/01/2025, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu de manière satisfaisante aux constats de la précédente inspection, en conséquence, il est proposé de lever l'arrêté de mise en demeure de respect de prescription qui avait été notifiée le 18 février 2025. S'agissant de la mise en place d'un dispositif de détection incendie, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de finaliser ses démarches et d'équiper la zone d'exploitation d'une détection conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel. Il est demandé par ailleurs à l'exploitant de compléter son plan de défense incendie avec l'ensemble des éléments figurant à l'article 33 bis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Enfin, la réserve incendie devra être équipée d'un dispositif de raccordement pour les moyens de secours.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Lixiviats et eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/02/2025, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des paramètres
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le syndicat mixte KERVAL CENTRE ARMOR, dont le siège social est situé rue du Boisillon à Ploufragan, est mis en demeure, en ce qui concerne le site de stockage de déchets non dangereux implanté sur la commune de Lantic, de respecter les dispositions suivantes dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ; :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- article 22 de l'arrêté du 15 février 2016 susvisé, en procédant à un contrôle trimestriel de la composition physico-chimique des lixiviats et en s'assurant de la conformité de leur qualité avec le cahier des charges de l'installation de traitement ;</li> <li>- article 24 de l'arrêté du 15 février 2016 susvisé, en complétant la surveillance des eaux souterraines avec l'ensemble des paramètres prescrits par l'arrêté ministériel ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié la réalisation du contrôle trimestriel de la composition physico-chimique des</p>

lixiviats (vu les rapports d'essais LABOCEA n° 25052606028602 et n° 25022502139702 des prélèvements réalisés les 26 février et 26 mai 2025). Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres figurant à l'annexe II de l'arrêté ministériel. L'exploitant a indiqué que la convention avec l'EPCI chargé du traitement des lixiviats est en cours de finalisation.

S'agissant de la surveillance des eaux souterraines, l'exploitant a complété ses analyses avec les paramètres manquants et fait réaliser l'analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique dans les eaux souterraines (analyse réalisée tous les 5 ans). Les données d'analyses semestrielles sont déclarées dans le portail GIDAF (vu les données complétées en mars 2025). Après vérification des paramètres, l'inspection relève que les salmonelles ne figurent pas dans les paramètres bactériologiques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Considérant la réalisation du mesurage des paramètres complémentaires dans les eaux souterraines et le bassin lixiviats, selon les fréquences exigées par l'arrêté ministériel, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté de mise en demeure de respect de prescription. L'inspection demande néanmoins à l'exploitant de vérifier auprès du laboratoire que l'ensemble des paramètres bactériologiques prévus par l'article 24 de l'arrêté ministériel soit pris en compte (suivi salmonelles manquant).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :

- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y

compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté et transmis à l'inspection un document intitulé "Plan de défense incendie" version du 05/12/2023. L'exploitant déclare avoir mis à jour ce PDI en mars 2025. Le document comprend :

- une présentation du site;
- les indications d'accès et un plan d'accès (localisation du site)
- une description des installations et équipements à risque (panneaux photovoltaïques, ligne haute-tension, lagunes,...)
- un plan des zones de danger
- une procédure d'urgence en cas d'incendie avec un schéma d'alerte.

Certains éléments prescrits par l'article 33 bis de l'arrêté ministériel sont manquants ou insuffisamment développés dans le document qui a été présenté à l'inspection, notamment les items suivants : modalités d'accueil et d'accès du SDIS en période ouvrée et non ouvrée, description des moyens disponibles de lutte contre un incendie, emplacement et modalités de confinement des eaux en cas de sinistre, justification des compétences du personnel.

L'exploitant indique que le plan de défense incendie est communiqué au service d'incendie et de secours et que des visites ont été effectuées sur site. Une fiche Établissement Répertoire a été élaborée par le SDIS et présentée lors de l'inspection (vue la fiche ETARE du 01/072024, mise à jour le 17/12/2024). L'exploitant a présenté la fiche "Établissement Répertoire" du SDIS. L'inspection rappelle que la fiche ETARE ne se substitue pas au Plan de Défense Incendie qui doit

être élaboré et tenu à jour par l'exploitant. L'inspection relève que la fiche indique une capacité de la lagune n°2 s'élevant à 274 m<sup>2</sup>, or le dossier de l'installation mentionne un volume de 2200 m<sup>3</sup> pour ce bassin.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan de défense incendie en ajoutant, a minima, l'ensemble des éléments et plans prescrits par l'article 33 bis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Les consignes et modes opératoires spécifiques au site doivent être ajoutés au plan de défense incendie (par exemple : mode opératoire de la tonne à eau). Le plan de défense incendie doit être tenu à jour (à cet effet, il convient de faire figurer la date de mise à jour sur le document) et communiqué au service d'incendie et de secours en cas de modification. Il est demandé à l'exploitant de bien vérifier et préciser dans le plan de défense incendie les volumes disponibles concernant la réserve incendie.  
Transmettre le plan de défense incendie au SDIS suite à sa mise à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Exercice de défense contre les incendies**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33.IX

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.

**Constats :**

Le dernier exercice de défense contre l'incendie a été organisé le 11 mars 2025 (scénario : intervention sur un feu de compost). Le compte-rendu de l'exercice a été présenté à l'inspection (vu le compte-rendu n°48/MAN-E-513\_F\_TSU). L'exercice a consisté principalement à tester la mise en œuvre opérationnelle des ressources en eau (utilisation de la tonne à eau). Le compte-rendu comporte une analyse du retour d'expérience avec des propositions d'amélioration. Il est notamment indiqué la nécessité de créer un mode opératoire relatif à l'utilisation de la tonne à eau. L'inspection indique que ce mode opératoire devra être intégré dans le plan de défense incendie. L'exploitant a par ailleurs présenté à l'inspection le programme prévisionnel d'exercices de tests de situations d'urgence (comportant également des exercices relatifs à la sécurité au travail). L'exploitant a justifié la réalisation de formation "*Équipiers de première intervention*" à destination du personnel en juin 2025. L'inspection rappelle que l'exercice de défense incendie, qui doit être renouvelé tous les 3 ans, doit intégrer l'ensemble des composantes du plan de défense. Un exercice de défense incendie est, en effet, un exercice dans lequel l'exploitant teste la chaîne d'alerte et met en œuvre les moyens de détection et de défense.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection considère que l'exploitant est en conformité vis-à-vis de l'entraînement aux situations d'urgence mais rappelle que, à l'occasion d'un prochain exercice, il conviendra de bien tester l'ensemble des composantes du plan de défense incendie, de la détection à l'activation de la chaîne d'alerte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Détection des incendies

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-VI et 16-VII

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection et alarme incendie

**Prescription contrôlée :**

VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.

Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.

VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Cette disposition est applicable depuis le 1er juillet 2024 aux installations de stockage de déchets non dangereux. L'exploitant a indiqué que le dispositif de détection de départ d'incendie dans le casier en cours d'exploitation n'est pas mis en place au jour de l'inspection. La mise en place de la solution technique est en cours d'étude. L'exploitant a présenté à l'inspection deux devis, datés du 30/01/2025 et du 26/02/2025, pour la mise en place du système de détection d'incendie par caméra thermographique.

Les modalités d'organisation des rondes ne sont pas définies.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de finaliser ses démarches et de procéder à la mise en place d'un dispositif de détection incendie conforme aux exigences de l'arrêté ministériel. L'exploitant devra ensuite actualiser son plan de défense incendie afin d'y intégrer ces éléments, dont les modalités d'organisation des rondes après réception du dernier arrivage de déchets.

Le schéma d'alerte devra notamment être complété, en précisant notamment les conditions de report des alarmes. Les modalités d'entretien et de vérification du système de détection devront également être détaillées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Réserve incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau d'extinction

**Prescription contrôlée :**

V. - Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie et sont précisés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sur la base de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation.

A cette fin, une réserve de matériaux de recouvrement est disponible à proximité de la zone exploitée.

Si nécessaire, les bassins de stockage des eaux de ruissellement [...] et les bassins de stockage de lixiviats traités conformes aux critères minimaux définis à l'annexe I peuvent également constituer une réserve d'eau d'extinction en cas d'incendie.

Dans ce cas, ils sont équipés de dispositifs permettant le raccordement des moyens de secours internes et externes au site autorisant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. Leur niveau est maintenu de manière à répondre au volume et débit précités en préservant la capacité de stockage décennal mentionnée à l'article 14.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'un stock de matériaux de recouvrement (argile), d'un volume supérieur à 1000 m<sup>3</sup>, est en permanence disponible sur le site et qu'il peut être mis en œuvre par les opérateurs sur site en cas de sinistre. Lors de la visite sur le terrain, il a effectivement été constaté la présence de ces matériaux de recouvrement à proximité de la zone en cours d'exploitation.

La réserve incendie du site est constituée de la lagune n°2, dont le volume utile est de 2 200 m<sup>3</sup>.

Une aire d'aspiration destinée à l'intervention d'un engin-pompe est aménagée. Cependant, le bassin n'est pas équipé d'un dispositif permettant le raccordement des moyens de secours. De plus, la clôture grillagée, installée en périphérie du bassin pour prévenir les risques de chute, peut entraver la mise en place opérationnelle des moyens de pompage par les secours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel applicable, il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité la réserve incendie constituée par la lagune n°2 en l'équipant d'un dispositif de raccordement opérationnel pour les moyens de secours, de type colonne d'aspiration fixe ou poteau d'aspiration connecté, dont l'extrémité immergée comportera une crépine sans clapet. Il conviendra de veiller à maintenir une profondeur d'aspiration de 80 cm minimum. Le raccord de 100 mm devra être correctement orienté et positionné à une hauteur comprise entre 50 et 80 cm du sol, afin de permettre un accès aux services d'incendie et de secours. Le dispositif devra faire l'objet d'une réception par le service départemental d'incendie et de secours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : Accès et clôture de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Clôture

**Prescription contrôlée :**

I. - L'accès à l'installation de stockage est limité et contrôlé. L'installation de stockage est clôturée par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter. Les accès au site sont équipés de systèmes qui sont fermés à clef en dehors des heures de travail. La clôture protège l'installation des agressions externes et empêche l'intrusion de personnes et limite celle de la faune.

**Constats :**

Le site est équipé d'un portail d'accès (portail battant pour l'accès aux bâtiments d'accueil). Un deuxième portail coulissant permet l'accès à la zone en cours d'exploitation. Les horaires et jours d'accès (période ouvrée) sont affichés à l'entrée. Il est précisé sur le panneau d'accueil que le site est équipé de vidéo-surveillance. En période ouvrée, les portails sont ouverts (et fermés en dehors des heures d'ouverture). Les visiteurs et entreprises doivent se présenter obligatoirement à l'accueil. Pour l'accès à la zone en cours d'exploitation (portail coulissant), un panneau rappelle l'interdiction d'accès aux personnes non autorisées (panneau sens interdit + panneau "sauf service et personnel").

Le site est entièrement clôturé (vu clôture grillagée d'une hauteur d'environ 2 mètres). La zone en cours d'exploitation est positionnée à une distance supérieure à 10 mètres de la clôture. L'exploitant assure un entretien du site. En cas de constat d'une détérioration de la clôture, il déclare procéder à la réparation. Il n'a pas été réalisé un tour complet du site le jour de l'inspection. Il a été constaté l'intégrité de la clôture sur les parties visitées. L'exploitant mentionne la survenue ponctuelle de dégradations liées au passage d'animaux.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection rappelle que, conformément à l'arrêté ministériel, l'accès à l'installation de stockage doit être limité et contrôlé. Au niveau de la voie d'accès à la zone en cours d'exploitation, le portail coulissant est ouvert (en période ouvrée) et l'accès est limité par un panneau d'interdiction. Post-inspection, il est demandé à l'exploitant de préciser les modalités du contrôle d'accès à la zone en cours d'exploitation lorsque le portail est ouvert (en période ouvrée).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Entretien des abords du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défence incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.  [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté qu'une zone pare-feu est aménagée en périphérie du site. L'exploitant réalise l'entretien et le débroussaillage du site (intervention d'une entreprise extérieure). Un ESAT intervient deux fois par an en mai et septembre afin de procéder au gyro-broyage et à l'entretien (taille et tonte).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Plate-forme de stockage des déchets verts et structurants**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/01/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Surface
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une plateforme bétonnée de stockage du compost et des algues après séchage d'une surface de 5 800 m <sup>2</sup> ; Une plate-forme de stockage des déchets verts et structurants algues vertes d'une surface de 11 120 m <sup>2</sup> en enrobé.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que la plateforme de stockage du compost a fait l'objet d'une réfection. La plate-forme en enrobé pour le stockage des déchets verts et matériaux structurants pour le

séchage des algues vertes a fait l'objet des travaux d'extension conformément au porter à connaissance du 29 mai 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Excavation et transfert des déchets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/01/2025, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Excavation

**Prescription contrôlée :**

Les opérations d'excavation et de manutention des déchets excavés sont réalisées de manière à limiter tout risque d'envols de déchets et d'émissions de poussières.

Après excavation, les déchets sont aussitôt transportés au droit des casiers 1, 2 et 3 et sont remodelés, compactés et reprofilés en dôme afin d'obtenir les pentes conformes à la réglementation et de faciliter la gestion des eaux pluviales.

Afin de limiter les nuisances, l'opération de transfert est réalisée de manière rapide et intensive. En aucun cas, les déchets excavés ne peuvent être entreposés sur une plateforme temporaire de stockage.

**Constats :**

Le programme de reprise des couvertures des casiers 1, 2 et 3 a été transmis à l'inspection le 31/01/2025 avec le calendrier prévisionnel des travaux. Lors de la visite, l'opération de transfert des déchets était en cours de réalisation. L'inspection a constaté la réalisation d'un transfert des déchets à l'aide d'engins de type décapeurs ("scrapers"). Les déchets sont transportés puis régalez et compactés en couches régulières de façon éviter les glissements et assurer la stabilité. Le compactage des couches est réalisé par l'exploitant PAPREC. L'inspection a constaté que l'opération de transfert est réalisée de manière intensive de façon à limiter les nuisances. Les déchets sont transférés immédiatement, sans stockage temporaire sur une plateforme. Il n'a été rapporté aucun signalement de nuisances de la part de riverains pendant l'opération.

**Type de suites proposées :** Sans suite